

Rapport financier

Exercice terminé le 31 décembre 2024

ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU GREFFIER-TRÉSORIER SUR LE RAPPORT FINANCIER

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Benoit Randall, suis responsable de la préparation du Rapport financier de Municipalité de L'Isle-Verte pour l'exercice terminé le 31 décembre 2024 et atteste de sa véracité.

Signature _____ Date _____

Table des matières

États financiers audités

Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	1
État des résultats	4
État de la situation financière	5
État de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	6
État des flux de trésorerie	7
Notes complémentaires aux états financiers	8
Renseignements complémentaires	
Résultats détaillés	25
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales	26
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales	27
Charges par objets	28
Excédent (déficit) accumulé	29
Avantages sociaux futurs	33

Renseignements financiers non audités

Analyse des revenus	39
Analyse des charges	51

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil de la municipalité de L'Isle-Verte

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers de la **MUNICIPALITÉ DE L'ISLE-VERTE** (Municipalité), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2024, les états des résultats, de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, à l'exception des incidences éventuelles du problème décrit dans la section « Fondement de l'opinion avec réserve » de notre rapport, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Municipalité au 31 décembre 2024, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (sa dette nette) et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion avec réserve

Dans le cadre de l'application au 1er avril 2022 du chapitre SP 3280, « Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations » du Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public, la Municipalité n'a pas été en mesure d'évaluer si un montant aurait dû être comptabilisé en passif au titre des obligations liées à la mise hors service des immobilisations au 31 décembre 2024 et au 31 décembre 2023. De ce fait, nous n'avons pas été en mesure d'obtenir des éléments probants suffisants et adéquats afin de déterminer si des ajustements auraient pu s'avérer nécessaires en ce qui concerne les montants à comptabiliser comme passif au titre des obligations liées à la mise hors service des immobilisations ou à d'autres postes des états financiers, ainsi qu'aux informations fournies sur les obligations pour l'exercice terminé le 31 décembre 2024. Cette situation nous conduit donc à exprimer une opinion d'audit modifiée sur les états financiers de l'exercice considéré et l'exercice précédent, en raison des incidences éventuelles de cette limitation sur l'étendue des travaux.

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la Municipalité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit avec réserve.

Observations - Informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que la Municipalité inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S13, S14 et S23 portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilité de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la Municipalité à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la Municipalité ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Municipalité.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci. Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

- Nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Municipalité;
- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la Municipalité à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la Municipalité à cesser son exploitation;
- Nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Mallette S.E.N.C.R.L.

Mallette S.E.N.C.R.L., CPA auditeur, permis de comptabilité publique no A144432
Saint-Pascal, Québec, 1er avril 2025

ÉTAT DES RÉSULTATS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Budget	Réalizations	
		2024	2024	2023
Revenus				
Taxes	1	2 435 531	2 475 204	2 355 855
Compensations tenant lieu de taxes	2	71 500	73 257	67 099
Quotes-parts	3			
Transferts	4	493 047	3 293 982	3 737 084
Services rendus	5	156 600	161 435	138 112
Imposition de droits	6	38 000	59 592	76 545
Amendes et pénalités	7	11 334	3 151	5 009
Revenus de placements de portefeuille	8			
Autres revenus d'intérêts	9	8 000	45 922	102 760
Autres revenus	10	149 769	205 243	238 208
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	3 363 781	6 317 786	6 720 672
Charges				
Administration générale	14	483 375	483 161	492 040
Sécurité publique	15	287 411	288 779	264 490
Transport	16	919 273	1 354 176	1 130 436
Hygiène du milieu	17	567 359	1 003 036	931 039
Santé et bien-être	18			3 476 792
Aménagement, urbanisme et développement	19	163 296	177 445	179 474
Loisirs et culture	20	276 441	305 022	283 480
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	370 720	305 326	395 104
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	3 067 875	3 916 945	7 152 855
Excédent (déficit) lié aux activités	25	295 906	2 400 841	(432 183)
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités, au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		13 719 896	14 152 079
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	27			
Solde redressé	28		13 719 896	14 152 079
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités, à la fin de l'exercice	29		16 120 737	13 719 896

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	1 698 807	1 841 120
Débiteurs (note 5)	2	4 248 431	1 746 056
Prêts (note 6)	3		
Placements de portefeuille (note 7)	4		
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	6		
Autres actifs financiers (note 8)	7		
	8	5 947 238	3 587 176
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 9)	10		4 607 499
Créditeurs et charges à payer (note 10)	11	486 964	230 317
Revenus reportés (note 11)	12	496 696	490 395
Dette à long terme (note 12)	13	5 420 934	922 800
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	14		
Autres passifs (note 14)	15		
	16	6 404 594	6 251 011
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(457 356)	(2 663 835)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations corporelles (note 15)	18	16 529 143	16 273 779
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19		
Stocks de fournitures	20	45 392	45 392
Actifs incorporels achetés (note 17)	21		
Autres actifs non financiers (note 18)	22	3 558	64 560
	23	16 578 093	16 383 731
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	24	16 120 737	13 719 896
L'excédent (déficit) accumulé est constitué des éléments suivants :			
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités	25	16 120 737	13 719 896
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	26		
	27	16 120 737	13 719 896
Obligations contractuelles (note 19)			
Droits contractuels (note 20)			
Passifs éventuels (note 21)			
Actifs éventuels (note 22)			

Voir les notes afférentes aux états financiers, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Budget	Réalisations	
		2024	2024	2023
Excédent (déficit) lié aux activités	1	295 906	2 400 841	(432 183)
Variation des immobilisations corporelles				
Acquisition	2 (	)(	1 070 009)(	433 097)
Produit de cession	3		60 610	97 000
Amortissement	4		807 922	762 118
(Gain) perte sur cession	5		(53 887)	(39 737)
Réduction de valeur / Reclassement	6			
Transfert dans le cadre d'opérations de restructuration	7			
	8		(255 364)	386 284
Variation des propriétés destinées à la revente	9			
Variation des stocks de fournitures	10			(15 226)
Variation des actifs incorporels achetés	11			
Variation des autres actifs non financiers	12		61 002	(61 002)
	13		61 002	(76 228)
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	14			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	15			
Variation des actifs financiers nets (ou de la dette nette)	16	295 906	2 206 479	(122 127)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	17		(2 663 835)	(2 541 708)
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	18			
Reclassement de propriétés destinées à la revente	19			
Solde redressé	20		(2 663 835)	(2 541 708)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	21		(457 356)	(2 663 835)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

L'état des gains et pertes de réévaluation n'est pas présenté, car l'organisme ne détient aucun instrument financier évalué à la juste valeur ou découlant d'une opération en devises pour lequel aucun choix n'a été effectué en vertu du paragraphe .19A du chapitre SP 2601 - *Conversion des devises*.

ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	2 400 841	(432 183)
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement des immobilisations corporelles (note 15)	2	807 922	762 118
Autres			
▪ Gain sur cession	3.1	(53 887)	(39 737)
	4	3 154 876	290 198
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	5	(2 502 375)	147 470
Autres actifs financiers	6		
Créditeurs et charges à payer / Autres passifs	7	256 647	19 716
Revenus reportés	8	6 301	(331 799)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	9		
Propriétés destinées à la revente	10		
Stocks de fournitures	11		(15 226)
Autres actifs non financiers	12	61 002	(61 002)
	13	976 451	49 357
Activités d'investissement			
Acquisition d'immobilisations corporelles	14 (	1 070 009) (	433 097)
Produit de cession des immobilisations corporelles	15	60 610	97 000
Acquisition d'actifs incorporels achetés	16 (	)	)
Produit de cession des actifs incorporels achetés	17		
	18	(1 009 399)	(336 097)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	19 (	)	)
Remboursement ou cession	20		
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	21 (	)	)
Cession	22		
	23		
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	24	4 704 000	
Remboursement de la dette à long terme	25 (	150 600) (	216 123)
Variation nette des emprunts temporaires	26	(4 607 499)	
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	27	(55 266)	
Autres			
▪	28.1		
	29	(109 365)	(216 123)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	30	(142 313)	(502 863)
Solde déjà établi	31	1 841 120	2 343 983
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	32		
Solde redressé	33	1 841 120	2 343 983
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)	34	1 698 807	1 841 120

Éléments sans effet sur la trésorerie (note 23)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

1. Statut de l'organisme municipal

La Municipalité de L'Isle-Verte est un organisme municipal constitué et régi en vertu du code municipal de la province de Québec.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers sont dressés conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au Manuel de la présentation de l'information financière municipale au Québec publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages S13 et S14 et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages S23-1 et S23-2.

A) Périmètre comptable et partenariats

s/o

a) Périmètre comptable

S.O.

b) Partenariats

S.O.

B) Comptabilité d'exercice

Utilisation d'estimations

La préparation d'états financiers conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses qui ont une incidence sur les montants de l'actif et du passif comptabilisés et sur la présentation des éléments d'actif et de passif éventuels à la date des états financiers, ainsi que sur les montants comptabilisés à titre de produits et de charges au cours de l'exercice. Les résultats réels pourraient différer des résultats estimatifs.

Les principales estimations comprennent la provision pour créances douteuses, la valeur de réalisation nette des propriétés destinées à la revente, la durée d'utilité des immobilisations, les provisions à l'égard des salaires et avantages sociaux, le passif au titre des sites contaminés, le passif au titre des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations, les contestations d'évaluation, les réclamations en justice, les hypothèses actuarielles liées à l'établissement des charges et les obligations au titre des avantages sociaux futurs.

Constatation des revenus

Les revenus de taxes sont constatés lors du dépôt des rôles de perception initial et spéciaux à la date de l'avis public annonçant le dépôt de ces rôles;

Les compensations tenant lieu de taxes sont comptabilisées lorsqu'elles font l'objet d'une demande de paiement;

Les taxes afférentes aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisées lors de l'émission des certificats d'évaluateur;

Les revenus de services rendus sont constatés lorsque le service est rendu et qu'il donne lieu à une créance;

Les revenus d'imposition de droits sur les carrières et les sablières sont comptabilisés en fonction des quantités traitées par les exploitants des carrières et des sablières;

Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits;

Les amendes et pénalités sont constatées au moment où l'assigné plaide coupable, au moment où le délai pour contester l'assignation expire ou au moment où un jugement est rendu par un arbitre ou un tribunal;

Le revenu de cession d'actifs immobilisés est comptabilisé comme revenu à la date de l'acte de transfert;

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Les produits de placement sont comptabilisés en fonction du temps écoulé ou au moment où ils sont acquis au titulaire;

Les autres revenus sont constatés lorsque tous les risques et avantages inhérents à la propriété ont été transférés aux clients ou lorsque les services sont rendus.

C) Actifs financiers

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie de la Municipalité sont composés de l'encaisse, des dépôts en circulation, du découvert bancaire, des chèques en circulation et des placements temporaires ayant une échéance de trois mois ou moins.

D) Passifs

Frais reportés liés à la dette à long terme

Les frais d'émission liés à la dette à long terme sont reportés et amortis selon la méthode du taux d'intérêt effectif sur la durée de l'emprunt. Le solde non amorti est inclus aux frais reportés liés à la dette à long terme. La dette à long terme est présentée nette de ces frais reportés à l'état de la situation financière.

Assainissement des sites contaminés

La Municipalité comptabilise un passif au titre des frais d'assainissement des sites contaminés lorsqu'il existe une norme environnementale, que la contamination dépasse cette norme, que la Municipalité est directement responsable ou qu'elle en accepte la responsabilité, qu'il est prévu que des avantages économiques futurs seront abandonnés et qu'il est possible de procéder à une estimation raisonnable des montants en cause.

Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations

Une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation est comptabilisée par la Municipalité (Ville) en présence d'une obligation juridique liée à la mise hors service d'une immobilisation corporelle qui découle de son acquisition, de sa construction, de son développement ou de sa mise en valeur ou de son exploitation normale. La Municipalité (Ville) comptabilise un passif au titre d'une telle obligation dans la période où celui-ci prend naissance, à la condition qu'il soit possible d'en faire une estimation raisonnable.

Le montant comptabilisé au titre d'une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation correspond à la meilleure estimation de la direction de la dépense nécessaire à l'extinction de l'obligation à la date des états financiers. Les coûts de mise hors service sont capitalisés au coût des immobilisations corporelles concernées et amortis linéairement à compter de la date de l'obligation juridique jusqu'au moment prévu de l'exécution des activités de mise hors service.

L'évaluation initiale du passif est effectuée en ayant recours à l'actualisation des flux de trésorerie estimatifs nécessaires pour procéder aux activités de mise hors service. Les flux de trésorerie sont ajustés en fonction de l'inflation et actualisés selon le taux d'actualisation qui représente la meilleure estimation de la direction quant au coût des fonds nécessaires pour régler l'obligation à son échéance qu'elle soit connue ou estimée.

Le passif comptabilisé est ajusté chaque année en fonction des nouvelles obligations, des coûts réels engagés, des révisions des estimations et de la charge de désactualisation.

Le passif relatif à la mise hors service des bâtiments patrimoniaux n'est pas présenté aux états financiers. En effet, l'organisme municipal est tenu de maintenir l'intégrité de ces bâtiments en vertu de la Loi sur le patrimoine culturel de sorte que la date probable de mise hors service de ces bâtiments est si éloignée dans le temps que la valeur actualisée de l'obligation est négligeable. L'obligation liée à la mise hors service de ces bâtiments sera présentée aux états financiers dès le moment où la désignation patrimoniale sera retirée ou la démolition du bâtiment autorisée, le cas échéant.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Le passif relatif aux obligations liées à la mise hors service d'immobilisations est sujet à une incertitude relative à la mesure et peut varier en raison des technologies en constante évolution utilisées dans les activités de mise hors service des immobilisations et des écarts entre les hypothèses retenues aux fins de l'évaluation du passif et les résultats réels. Les principales hypothèses retenues comprennent l'estimation des coûts actuels de mise hors service, le taux d'inflation des coûts et le taux d'actualisation.

E) Actifs non financiers

Les autres actifs non financiers représentent des débours effectués avant la fin de l'exercice financier pour des services dont la Municipalité bénéficiera au cours des prochains exercices financiers. Ces frais seront imputés aux charges au moment où la Municipalité bénéficiera des services acquis.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

Stocks

Les stocks se composent de fournitures qui seront consommées dans le cours normal des opérations au cours des prochains exercices financiers. Ces stocks sont comptabilisés au coût établi selon la méthode de l'épuisement successif. Les stocks désuets sont radiés des livres. Les stocks destinés à la vente sont présentés à titres d'actifs financiers. Ils sont comptabilisés au moindre du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est établi selon la méthode de l'épuisement successif.

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût. L'amortissement des immobilisations est calculé en fonction de leur durée de vie utile selon la méthode linéaire aux taux suivants:

Infrastructures	2.5 à 6.67 %
Bâtiments	2.5 à 6.67 %
Véhicules	5 à 10 %
Ameublement et équipement de bureau	10 à 20 %
Machinerie, outillage et équipement	5 à 10 %

Les immobilisations en cours de développement ne font pas l'objet d'amortissement avant leur mise en service.

La Municipalité capitalise les frais financiers relatifs aux immobilisations en cours de développement jusqu'à la date d'achèvement des travaux de construction ou d'amélioration.

Les immobilisations reçues sous forme d'apport sont comptabilisées selon une estimation de la juste valeur de l'immobilisation acquise, avec contrepartie aux revenus de l'exercice.

Lorsqu'une immobilisation ne contribue plus à la capacité de la Municipalité de fournir des services ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à l'immobilisation est inférieure à sa valeur nette comptable, son coût est réduit afin de refléter la baisse de valeur. Les moins-values nettes sur les immobilisations sont comptabilisées aux résultats de l'exercice. Aucune reprise de valeur n'est comptabilisée.

F) Revenus

Les revenus de transfert sont comptabilisés dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, dans la mesure où ils ont été autorisés, les critères d'admissibilité ont été satisfaits et une estimation raisonnable des montants est possible, sauf lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un tel cas, le transfert est constaté à titre de passif dans un poste de revenus reportés qui est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont rencontrées.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

G) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

Le régime enregistré d'épargne-retraite (REER) offert par la Municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

H) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

S/O

I) Instruments financiers

Évaluation des instruments financiers

La Municipalité évalue initialement ses actifs et passifs financiers à la juste valeur, sauf dans le cas de certaines opérations non conclues dans des conditions de concurrence normale ou des opérations entre parties liées autres que les membres de la direction qu'elle évalue au coût.

Elle évalue ultérieurement tous ses actifs et passifs financiers au coût après amortissement.

Dépréciation d'actifs financiers

Les actifs financiers évalués au coût sont soumis à un test de dépréciation s'il existe des indications possibles de dépréciation. Le montant de réduction de valeur est comptabilisé aux résultats.

Frais de financement

Les frais de financement relatifs aux instruments financiers qui sont évalués au coût ou au coût après amortissement après leur comptabilisation initiale sont capitalisés à l'encontre de l'instrument financier auquel ils se rapportent. Ils sont amortis selon la méthode du taux d'intérêt effectif sur la durée du financement obtenu.

J) Autres éléments

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant les comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des dépenses de fonctionnement.

3. Modification de méthodes comptables

Mise en application du chapitre SP 3400 « Revenus » du Manuel de CPA Canada – Comptabilité pour le secteur public; exercices ouverts à compter du 1^{er} avril 2023 :

Au cours de l'exercice, la Municipalité a adopté les exigences du nouveau chapitre SP 3400 « Revenus » du Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public, applicable aux exercices ouverts à compter du 1^{er} avril 2023.

Cette norme fournit des indications pour la comptabilisation, l'évaluation et la présentation des revenus qui ne sont pas traités par une autre norme comptable. Elle vient également faire la distinction entre les revenus provenant d'opérations avec obligations de prestation (nommées opérations avec contrepartie) et les revenus provenant d'opérations qui ne comprennent pas d'obligations de prestation (nommées opérations sans contrepartie).

Conformément aux dispositions transitoires, cette nouvelle norme a fait l'objet d'une application prospective et n'a eu aucune incidence sur les montants comptabilisés, la présentation ou les informations à fournir aux états financiers.

Mise en application de la note d'orientation NOSP-8 « Éléments incorporels achetés » du Manuel de CPA Canada – Comptabilité pour le secteur public; exercices ouverts à compter du 1^{er} avril 2023 :

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Au cours de l'exercice, la Municipalité a adopté la note d'orientation NOSP-8 « Éléments incorporels achetés » du Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public, applicable aux exercices ouverts à compter du 1^{er} avril 2023.

Cette note d'orientation traite de la définition d'un élément incorporel acheté. Dorénavant, la norme indique que ces éléments incorporels achetés doivent être comptabilisés s'ils répondent à la définition d'un actif.

Ce changement a été appliqué de façon prospective et n'a entraîné aucun impact sur les états financiers de la Municipalité puisqu'elle ne détient pas d'éléments incorporels achetés.

Mise en application du chapitre SP 3160 « Partenariats public-privé » du Manuel de CPA Canada – Comptabilité pour le secteur public; exercices ouverts à compter du 1^{er} avril 2023 :

Au cours de l'exercice, la Municipalité a adopté les exigences du nouveau chapitre SP 3160 « Partenariats public-privé » du Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public, applicable aux exercices ouverts à compter du 1^{er} avril 2023.

Cette norme fournit des indications sur la comptabilisation, l'évaluation et la présentation d'une infrastructure acquise par le gouvernement sous la forme d'un partenariat public-privé (PPP), soit un partenariat entre une entité gouvernementale et le partenaire du secteur privé. Notamment, elle identifie ce qui constitue un élément d'infrastructure réalisé en PPP et précise qu'un actif et un passif doivent être comptabilisés lorsque la Municipalité (Ville) en obtient le contrôle.

L'adoption de ce chapitre n'a entraîné aucun impact sur les états financiers de la Municipalité puisqu'elle ne détient pas de partenariats public-privé.

4. Trésorerie et équivalents de trésorerie

		2024	2023
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :			
Fonds en caisse et dépôts à vue	1	488 500	870 321
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	2	1 210 307	970 799
Autres éléments			
▪	3.1		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4	1 698 807	1 841 120
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (découvert bancaire)	5 (	)(	)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	6	1 698 807	1 841 120
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	7	1 210 307	970 799
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	8		

Note

s/o

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

5. Débiteurs

		2024	2023
Taxes municipales	9	64 149	83 425
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	10		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	11	3 257 376	1 569 365
Gouvernement du Canada et ses entreprises	12	822 780	
Organismes municipaux	13	65 469	47 903
Autres			
▪ Intérêts	14.1	23 629	22 890
▪ Droits de mutation	14.2	15 028	22 473
	15	4 248 431	1 746 056
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16	2 380 303	254 041
Gouvernement du Canada et ses entreprises	17		
Organismes municipaux	18		
Autres tiers	19		
	20	2 380 303	254 041
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	21	36 450	29 689
Ventilation du solde des débiteurs du Gouvernement du Québec et ses entreprises			
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/SOFIL	22	348 698	
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/Autres	23	1 211 934	272 769
Ministère des Transports et de la Mobilité durable	24	1 230 656	1 264 507
Ministère de la Culture et des Communications	25		
Autres ministères/organismes	26	466 088	32 089
	27	3 257 376	1 569 365

Note

s/o

6. Prêts

		2024	2023
Prêts à un office d'habitation	28		
Prêts à un fonds d'investissement	29		
Autres			
▪	30.1		
	31		
Provision pour moins-value déduite des prêts	32		

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

7. Placements de portefeuille

		2024	2023
Évalués au coût ou au coût après amortissement			
Placements à titre d'investissement	33		
Autres placements	34		
Évalués à la juste valeur			
Placements à titre d'investissement	35		
Autres placements	36		
	37		
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	38		
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	39		

Note

8. Autres actifs financiers

		2024	2023
Propriétés destinées à la revente (note 16)	40		
Autres			
▪	41.1		
	42		

Note

9. Emprunts temporaires

s/o

10. Crédoeurs et charges à payer

		2024	2023
Fournisseurs	43	264 630	71 166
Salaires et avantages sociaux	44	76 681	118 503
Dépôts et retenues de garantie	45	51 696	4 863
Provision pour contestations d'évaluation	46		
Autres			
▪ Intérêts courus	47.1	93 957	35 785
	48	486 964	230 317

Note

s/o

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

11. Revenus reportés

		2024	2023
Taxes perçues d'avance	49		
Transferts			
Soutien au rayonnement des régions du Fonds régions et ruralité - Volet 1	50		
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	51		
Accès entreprise Québec	52		
Programme d'aide d'urgence au transport collectif des personnes	53		
Autres			
▪	54.1		
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	55	160 367	152 774
Fonds parcs, terrains de jeux et espaces naturels	56		
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	57		
Société québécoise d'assainissement des eaux	58		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	59		
Autres contributions des promoteurs	60		
Fonds de redevances réglementaires	61		
Autres			
▪ Autres	62.1	336 329	337 621
▪ Accès Logis-Projet Villa	62.2		
	63	496 696	490 395

Note

s/o

12. Dette à long terme

	Taux d'intérêt		Échéance			2024	2023
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,66	4,55	2027	2044	64	5 476 200	922 800
Obligations et billets en monnaies étrangères					65		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					66		
Organismes municipaux					67		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					68		
Autres					69		
					70	5 476 200	922 800
Frais reportés liés à la dette à long terme					71	(55 266)	()
					72	5 420 934	922 800

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

		Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2024
		Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location- acquisition	Autres	
2025	73		362 700			362 700
2026	74		377 200			377 200
2027	75		392 100			392 100
2028	76		376 500			376 500
2029	77		392 700			392 700
2030 et plus	78		3 575 000			3 575 000
	79		5 476 200			5 476 200
Intérêts et frais accessoires	80		(	)	(	)
	81		5 476 200			5 476 200

Note

s/o

13. Avantages sociaux futurs

		2024	2023
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	82		
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	83		
	84		
Charge de l'exercice			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	85		
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	86		
Régimes à cotisations déterminées	87		
Autres régimes (REER et autres)	88	21 238	19 620
Régimes de retraite des élus municipaux	89		
	90	21 238	19 620

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note

s/o

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

14. Autres passifs

		2024	2023
Assainissement des sites contaminés	91		
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	92		
Autres			
▪	93.1		
	94		
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations au début de l'exercice	95		
Passifs engagés	96		
Passifs réglés	97	(	)(
Charge de désactualisation ¹	98		
Révisions des estimations de flux de trésorerie	99		
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations à la fin de l'exercice	100		

1. La charge de désactualisation est le montant correspondant à l'augmentation de la valeur comptable d'une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation, qui est attribuable à l'écoulement du temps.

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

15. Immobilisations corporelles

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
Infrastructures					
Eau potable	101	13 443 861			13 443 861
Eaux usées	102	4 443 054			4 443 054
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	103	4 782 310			4 782 310
Autres					
▪	104.1	164 341	17 351		181 692
Réseau d'électricité	105				
Bâtiments	106	1 221 727	598 825		1 820 552
Améliorations locatives	107				
Véhicules	108	1 745 634	133 334	134 384	1 744 584
Ameublement et équipement de bureau	109	135 370			135 370
Machinerie, outillage et équipement divers	110	691 201	285 328	82 674	893 855
Terrains	111	219 042			219 042
Autres	112				
	113	26 846 540	1 034 838	217 058	27 664 320
Immobilisations en cours	114	39 066	35 171		74 237
	115	26 885 606	1 070 009	217 058	27 738 557
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
Infrastructures					
Eau potable	116	3 721 774	335 316		4 057 090
Eaux usées	117	2 831 883	111 076		2 942 959
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	118	1 372 326	147 254		1 519 580
Autres					
▪	119.1	6 623	5 546		12 169
Réseau d'électricité	120				
Bâtiments	121	919 785	42 695		962 480
Améliorations locatives	122				
Véhicules	123	1 029 134	117 446	127 661	1 018 919
Ameublement et équipement de bureau	124	110 442	5 150		115 592
Machinerie, outillage et équipement divers	125	619 860	43 439	82 674	580 625
Autres	126				
	127	10 611 827	807 922	210 335	11 209 414
VALEUR COMPTABLE NETTE	128	16 273 779			16 529 143
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations corporelles					
Coût	129				
Amortissement cumulé	130	()	()	()	()
Valeur comptable nette	131				

Note

s/o

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

16. Propriétés destinées à la revente

	2024	2023
Immeubles de la réserve foncière	132	
Immeubles industriels municipaux	133	
Autres	134	
	135	
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 8)	136	
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	137	

Note**17. Actifs incorporels achetés**

	Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT				
▪	138.1			
	139			
AMORTISSEMENT CUMULÉ				
▪	140.1			
	141			
VALEUR COMPTABLE NETTE	142			

Note**18. Autres actifs non financiers**

	2024	2023
Frais payés d'avance		
▪ Frais payés d'avance	143.1	3 558
Autres		64 560
▪	144.1	
	145	3 558
		64 560

Note

s/o

19. Obligations contractuelles

La Municipalité s'est engagée par contrat pour la protection contre les incendies avec diverses municipalités.

20. Droits contractuels**Revenus d'intérêts à encaisser pour les 5 prochains exercices (programmes PIQM et PAVL)**

Les subventions pour le remboursement des intérêts sur les dettes à long terme totalisent 374 729 \$ sur une période de 5 ans. L'échéancier de ces subventions est de :

2025 - 93 768\$

2026 - 86 345\$

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

2027 - 78 848\$

2028 - 71 276\$

2029 - 63 627\$

Programme d'infrastructures municipales pour les aînés (PRIMA)

Dans le cadre du programme d'infrastructures municipales pour les aînés (PRIMA), le gouvernement du Québec s'est engagé à verser une somme de 100 000 \$ pour des travaux admissibles. À la date des états financiers, 8 320 \$ a été comptabilisé à titre de revenu et un solde de 91 680 \$ demeure disponible pour des travaux futurs.

Programme d'amélioration et de construction d'infrastructures municipales (PRACIM)

Dans le cadre du programme d'amélioration et de construction d'infrastructures municipales (PRACIM), le gouvernement du Québec s'est engagé à verser une somme de 407 250 \$ pour des travaux admissibles. À la date des états financiers, 383 416 \$ a été comptabilisé à titre de revenu et un solde de 23 834 \$ demeure disponible pour des travaux futurs.

Programme d'aide financière aux infrastructures récréatives, sportives et de plein air - volet 1 (PAFIRSPA)

Dans le cadre du programme d'aide financière aux infrastructures récréatives, sportives et de plein air, le gouvernement du Québec s'est engagé à verser une somme de 217 936 \$ pour des travaux admissibles. À la date des états financiers, 10 781 \$ a été comptabilisé à titre de revenu et un solde de 207 155 \$ demeure disponible pour des travaux futurs.

21. Passifs éventuels

s/o

A) Cautionnements et garanties

Description	Montant initial des cautions	Solde des cautionnements	
		2024	2023
Emprunts temporaires			
▪	146.1		
	147		
Dettes à long terme			
▪	148.1		
	149		
	150		

N/A

B) Auto-assurance

N/A

C) Poursuites

s/o

D) Autres

s/o

22. Actifs éventuels

S/O

23. Éléments sans effet sur la trésorerie

Activités n'entraînant pas de mouvement de trésorerie et d'équivalents de trésorerie

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	<u>2024</u>	<u>2023</u>
Acquisition d'immobilisations corporelles incluse dans les créditeurs et charges à payer	134 026\$	10 384\$

24. Redressement aux exercices antérieurs

s/o

25. Données budgétaires

L'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec le budget adopté par l'administration municipale.

26. Instruments financiers**Gestion des risques liés aux instruments financiers**

Dans le cours normal de ses activités, la Municipalité est exposée à différents types de risques, tels que le risque de crédit, le risque de liquidité et le risque de marché. La direction a mis en place des politiques et des procédés en matière de contrôle et de gestion qui l'assurent de gérer les risques inhérents aux instruments financiers et d'en minimiser les impacts potentiels.

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une partie à un instrument financier manque à l'une de ses obligations et, de ce fait, amène l'autre partie à subir une perte financière. Les principaux risques de crédit potentiels pour la Municipalité sont liés à la trésorerie et les équivalents de trésorerie, aux débiteurs (à l'exception des taxes à la consommation, des taxes et tenant lieu de taxes, les mutations et les amendes et pénalités), aux prêts, aux placements de portefeuille, aux dérivés et aux autres créances à recevoir.

L'exposition maximale de la Municipalité au risque de crédit correspond aux montants présentés à l'état de la situation financière au 31 décembre.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

Le risque de crédit associé à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie est jugé négligeable, puisque les contreparties sont des institutions financières ayant une cote de solvabilité élevée attribuée par des agences de notation reconnues.

Débiteurs

Le risque de crédit associé aux débiteurs autres que les taxes municipales et tenant lieu de taxes à recevoir, les taxes à la consommation, les mutations et les amendes et pénalités à recevoir, est réduit, puisque la Municipalité évalue régulièrement la probabilité de recouvrement. La Municipalité ne détient aucun actif en garantie des débiteurs. En raison de la diversité de ses débiteurs et de leurs secteurs d'activité, la Municipalité croit que la concentration du risque de crédit à l'égard de ceux-ci est minime. Elle établit la provision pour créances douteuses en fonction du risque de crédit spécifique et des tendances historiques des débiteurs. Elle enregistre une dépréciation seulement pour les débiteurs dont le recouvrement n'est pas raisonnablement certain.

La balance chronologique des débiteurs, déduction faite de la provision pour créances douteuses, au 31 décembre se détaille comme suit :

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023
Non en souffrance	0	0
En souffrance :		
moins de 30 jours	0	0
de 30 à 60 jours	0	0
plus de 60 jours	0	0
	0	0
Moins la provision pour créances douteuses	0	0
	0	0

Les variations, au cours de l'exercice, du compte de provision pour créances douteuses s'établissent comme suit :

Solde au début	0
Provision comptabilisée aux résultats de l'exercice	0
Montants recouverts	0
Solde à la fin	0

La Municipalité est d'avis que la provision pour créances douteuses est suffisante pour couvrir le risque de non-paiement.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que la Municipalité éprouve des difficultés à honorer ses engagements financiers. La Municipalité gère ce risque en tenant compte de ses besoins opérationnels et en recourant à ses facilités de crédit. La Municipalité établit des prévisions de trésorerie afin de s'assurer qu'il dispose des fonds nécessaires pour satisfaire ses obligations.

Les flux de trésorerie contractuels relatifs aux passifs financiers se détaillent comme suit.

2024

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	Moins d'un an	De 1 à 3 ans	De 4 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Emprunt	0	–	–	–	0
Créditeurs et charges à payer sous forme d'instrument financier	393 007	–	–	–	393 007
Intérêts courus à payer	93 957	–	–	–	93 957
Dettes	362 700	769 300	769 200	3 575 000	5 476 200
	849 664	769 300	769 200	3 575 000	5 963 164

2023

	Moins d'un an	De 1 à 3 ans	De 4 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Emprunt	4 607 499	–	–	–	4 607 499
Créditeurs et charges à payer sous forme d'instrument financier	194 532	–	–	–	194 532
Intérêts courus à payer	35 785	–	–	–	35 785
Dettes	150 600	219 900	200 600	351 700	922 800
	4 988				
	416	219 900	200 600	351 700	5 760 616

Risque de marché

Le risque de marché est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison de variations du prix du marché. Le risque de marché comprend le risque de change, le risque de taux d'intérêt et l'autre risque de prix. La Municipalité est exposée à ces risques.

Risque de taux d'intérêt

L'exposition au risque de taux d'intérêt de la Municipalité est attribuable à ses actifs et passifs financiers portant intérêt. Pour les instruments financiers portant intérêt à taux fixes, la volatilité des taux d'intérêt se répercute sur la juste valeur des actifs et des passifs financiers, mais comme la Municipalité a l'intention (de conserver ses prêts et ses placements jusqu'à échéance et prévoit rembourser ses emprunts et ses dettes selon l'échéance prévue, elle est peu exposée à ce risque.)

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

La Municipalité est exposée au risque associé aux variations des taux d'intérêt de ses emprunts à taux variables. Ce risque est réduit puisque ces emprunts se renouvellent automatiquement à la fin du mois.

La valeur comptable des instruments financiers portant intérêt se détaille comme suit :

31 décembre 2024			
	Taux d'intérêt fixe	Taux d'intérêt variable	Total
Actifs financiers	0	0	0
Trésorerie et équivalents de trésorerie			
Débiteurs	2 380 657	0	2 380 657
Prêts	0	0	0
Passifs financiers	0	0	0
Emprunts	-	-	0
Dettes	5 476 200	-	5 476 200

31 décembre 2023			
	Taux d'intérêt fixe	Taux d'intérêt variable	Total
Actifs financiers	0	0	0
Trésorerie et équivalents de trésorerie			
Débiteurs	254 395	0	254 395
Prêts	0	0	0
Passifs financiers			
Emprunts	-	4 607 499	4 607 499
Dettes	922 800	-	922 800

L'effet net, tant sur les actifs financiers que sur les passifs financiers, d'une augmentation de taux d'intérêt égale à 1 % au cours de l'exercice aurait réduit de 0 \$ l'excédent annuel lié aux activités de 2024 (46 075 \$ en 2023).

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Budget 2024		Réalisations 2024		Réalisations 2023
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
Revenus						
Fonctionnement						
Taxes	1	2 435 531	2 475 204		2 475 204	2 355 855
Compensations tenant lieu de taxes	2	71 500	73 257		73 257	67 099
Quotes-parts	3					
Transferts	4	493 047	799 772		799 772	3 736 981
Services rendus	5	156 600	161 435		161 435	138 112
Imposition de droits	6	38 000	59 592		59 592	76 545
Amendes et pénalités	7	11 334	3 151		3 151	5 009
Revenus de placements de portefeuille	8					
Autres revenus d'intérêts	9	8 000	45 922		45 922	102 760
Autres revenus	10	149 769	205 243		205 243	238 208
Effet net des opérations de restructuration	11					
	12	3 363 781	3 823 576		3 823 576	6 720 569
Investissement						
Taxes	13					
Quotes-parts	14					
Transferts	15		2 494 210		2 494 210	103
Imposition de droits	16					
Autres revenus						
Contributions des promoteurs	17					
Autres	18					
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19					
Effet net des opérations de restructuration	20					
	21		2 494 210		2 494 210	103
	22	3 363 781	6 317 786		6 317 786	6 720 672
Charges						
Administration générale	23	483 375	470 286	12 875	483 161	492 040
Sécurité publique	24	287 411	283 754	5 025	288 779	264 490
Transport	25	919 273	1 052 786	301 390	1 354 176	1 130 436
Hygiène du milieu	26	567 359	547 092	455 944	1 003 036	931 039
Santé et bien-être	27					3 476 792
Aménagement, urbanisme et développement	28	163 296	175 292	2 153	177 445	179 474
Loisirs et culture	29	276 441	274 487	30 535	305 022	283 480
Réseau d'électricité	30					
Frais de financement	31	370 720	305 326		305 326	395 104
Effet net des opérations de restructuration	32					
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	33		807 922	(807 922)		
	34	3 067 875	3 916 945		3 916 945	7 152 855
Excédent (déficit) lié aux activités	35	295 906	2 400 841		2 400 841	(432 183)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		2024		2023
		Budget	Réalisations	Réalisations
Excédent (déficit) lié aux activités	1	295 906	2 400 841	(432 183)
Moins : revenus d'investissement	2 (	)	(2 494 210)	(103)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	295 906	(93 369)	(432 286)
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés				
Amortissement	4		807 922	762 118
Produit de cession	5		60 610	97 000
(Gain) perte sur cession	6		(53 887)	(39 737)
Réduction de valeur / Reclassement	7			
	8		814 645	819 381
Propriétés destinées à la revente				
Coût des propriétés vendues	9			
Réduction de valeur / Reclassement	10			
	11			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux				
Remboursement ou produit de cession	12			
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13			
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14			
	15			
Financement				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16			
Remboursement de la dette à long terme	17 (	242 906)	(55 059)	(178 352)
	18	(242 906)	55 059	(178 352)
Affectations				
Activités d'investissement	19 (	251 750)	68 189)	18 083)
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20			4 237
Excédent de fonctionnement affecté	21	198 750		
Réserves financières et fonds réservés	22		(55 266)	
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23			
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24			
	25	(53 000)	(123 455)	(13 846)
	26	(295 906)	746 249	627 183
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27		652 880	194 897

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
		Réalisations	Réalisations
Revenus d'investissement	1	2 494 210	103
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés			
Acquisition d'immobilisations corporelles			
Administration générale	2 (	17 351)(	20 674)
Sécurité publique	3 (	)(	)
Transport	4 (	880 831)(	412 099)
Hygiène du milieu	5 (	97 799)(	)
Santé et bien-être	6 (	)(	)
Aménagement, urbanisme et développement	7 (	)(	324)
Loisirs et culture	8 (	74 028)(	)
Réseau d'électricité	9 (	)(	)
Acquisition d'actifs incorporels achetés	10 (	)(	)
	11 (	1 070 009)(	433 097)
Propriétés destinées à la revente			
Acquisition	12 (	)(	)
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	13 (	)(	)
Financement			
Financement à long terme des activités d'investissement	14	2 372 079	
Affectations			
Activités de fonctionnement	15	68 189	18 083
Excédent accumulé			
Excédent de fonctionnement non affecté	16	136 301	73 640
Excédent de fonctionnement affecté	17		
Réserves financières et fonds réservés	18		
	19	204 490	91 723
	20	1 506 560	(341 374)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	21	4 000 770	(341 271)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Budget	Réalisations	
		2024	2024	2023
Rémunération				
Liée au programme Accès entreprise Québec	1			
Autre	2	770 646	763 724	712 134
Charges sociales				
Liées au programme Accès entreprise Québec	3			
Autres	4	170 945	145 906	143 629
Biens et services				
Services obtenus d'organismes municipaux				
Compensations pour services municipaux	5			
Ententes de services				
Services de transport collectif	6			
Autres services	7			
Autres biens et services	8	1 475 379	1 628 635	1 373 436
Frais de financement				
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge				
De l'organisme municipal	9	85 560	4 967	14 545
D'autres organismes municipaux	10			
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	11	101 700	101 700	8 370
D'autres tiers	12			
Autres frais de financement	13	183 460	198 659	372 189
Contributions				
Organismes municipaux				
Quotes-parts	14	235 598	227 689	222 738
Transferts	15			
Autres	16			
Autres				
Transferts	17			3 476 792
Autres	18	42 087	30 150	57 834
Amortissement				
Immobilisations corporelles	19		807 922	762 118
Actifs incorporels achetés	20			
Autres				
▪ Autres	21.1	2 000	779	317
▪ Mauvaises créances	21.2	500	6 814	8 753
	22	3 067 875	3 916 945	7 152 855

Note

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	1 070 257	744 534
Excédent de fonctionnement affecté	2	1 051 454	858 000
Réserves financières et fonds réservés	3	731 044	90 598
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 (	) (	)
Financement des investissements en cours	5	(165 264)	(3 578 256)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	13 433 246	15 605 020
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	16 120 737	13 719 896
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	1 070 257	744 534
Organismes contrôlés et partenariats ¹	10		
	11	1 070 257	744 534
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
▪ Ex-village	12.1	20 124	20 124
▪ Petite séduction	12.2	5 753	5 753
▪ Eau	12.3	413 469	245 581
▪ Loisirs	12.4	12 529	12 529
▪ Corrosion	12.5	16 346	16 346
▪ Projet TAPU	12.6	514 733	497 917
▪ Projet Parc Samuel-Côté	12.7	51 000	51 000
▪ Mâchoires de vie	12.8	17 500	8 750
	13	1 051 454	858 000
Organismes contrôlés et partenariats ¹			
▪	14.1		
	15		
	16	1 051 454	858 000

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières - Administration municipale			
▪	17.1		
	18		
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats			
▪	19.1		
	20		
Fonds réservés			
Fonds de roulement			
Administration municipale	21	80 000	80 000
Organismes contrôlés et partenariats	22		
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Montant réservé pour le service de la dette à long terme			
Administration municipale	23	587 778	2 598
Organismes contrôlés et partenariats	24		
Montant non réservé			
Administration municipale	25		
Organismes contrôlés et partenariats	26		
Fonds local d'investissement	27		
Fonds local de solidarité	28		
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	29	8 000	8 000
Autres			
▪ Frais de financement	30.1	55 266	
	31	731 044	90 598
	32	731 044	90 598

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	33 (	)(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	34 (	)(
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	35 (	)(
Mesure d'allègement pour la COVID-19	36 (	)(
Autres	37 (	)(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	38 (	)(
	39 (	)(
Assainissement des sites contaminés	40 (	)(
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	41 (	)(
Appariement fiscal pour revenus de transfert	42 (	)(
Autres		
▪	43.1 (	)(
	44 (	)(
Autres mesures d'allègement fiscal		
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	45 (	)(
Utilisation du fonds de roulement	46 (	)(
Mesures relatives à la COVID-19		
Utilisation du fonds général	47 (	)(
Utilisation du fonds de roulement	48 (	)(
Autres		
▪	49.1 (	)(
	50 (	)(
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure relative à la TVQ	51 (	)(
Mesure relative à la COVID-19	52 (	)(
Frais d'émission de la dette à long terme	53 (	)(
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	54 (	)(
Autres		
▪	55.1 (	)(
	56 (	)(
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	57	
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	58	
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	59	
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	60	
Autres		
▪	61.1	
	62	
	63 (	)(

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Financement des investissements en cours			
Financement non utilisé	64		
Investissements à financer	65 (	165 264)(	3 578 256)
	66	(165 264)	(3 578 256)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs			
Éléments d'actif			
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés	67	16 529 143	16 273 779
Propriétés destinées à la revente	68		
Prêts	69		
Placements de portefeuille à titre d'investissement	70		
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	71		
	72	16 529 143	16 273 779
Ajustements aux éléments d'actif	73		
	74	16 529 143	16 273 779
Éléments de passif correspondant			
Dette à long terme	75 (	5 420 934)(	922 800)
Frais reportés liés à la dette à long terme	76 (	55 266)(	)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	77	2 380 303	254 041
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	78		
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	79		
	80 (	3 095 897)(	668 759)
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	81 (	)	)
	82 (	3 095 897)(	668 759)
	83	13 433 246	15 605 020

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes de retraite enregistrés	1	
Régimes supplémentaires de retraite	2	

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

	2024	2023
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	3	
Charge de l'exercice	4 () ()	
Cotisations versées par l'employeur	5	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8 () ()	
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11	
Provision pour moins-value	12 () ()	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	14	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16 () ()	
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17 () ()	
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19	
	20	
Cotisations salariales des employés	21 () ()	
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22 () ()	
	23	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27	
Variation de la provision pour moins-value	28	
Autres	29.1	
	30	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	31	
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	32 () ()	
Rendement espéré des actifs	33	
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	34	
Charge de l'exercice	34	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	35	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	36	()()
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	37	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	38	
Prestations versées au cours de l'exercice	39	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	40	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	41	
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	42	
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8		
Pour la réserve de restructuration	43	
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	44	
DMERCA du nouveau volet	45	
DMERCA de l'ancien volet	46	
Espérance de vie des participants (retraités et actifs) de l'ancien volet	47	
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	48	% %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	49	% %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	50	% %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	51	% %
Autres hypothèses économiques		
▪	52.1	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes d'avantages complémentaires de retraite	53	
Autres avantages sociaux futurs	54	

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements

	2024	2023
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	55	
Charge de l'exercice	56 () ()	
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 () ()	
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63	
Provision pour moins-value	64 () ()	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes et avantages en cause	66	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 () ()	
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 () ()	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71	
	72	
Cotisations salariales des employés	73	() ()
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74	() ()
	75	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79	
Variation de la provision pour moins-value	80	
Autres		
▪	81.1	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	82	
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	83	
Rendement espéré des actifs	84	() ()
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	85	
Charge de l'exercice	86	
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	87	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	88	() ()
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	89	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	90	
Prestations versées au cours de l'exercice	91	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice		
(si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	92	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	93	
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	94	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	95	
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	96	% %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	97	% %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	98	% %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	99	% %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	100	% %
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	% %
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	102	
Autres hypothèses économiques		
▪	103.1	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice	104		
Description des régimes et autres renseignements		2024	2023
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	105		
Régime de retraite par financement salarial	106		
Régime de retraite des employés municipaux du Québec	107		
Régime de retraite à prestations cibles	108		
Autres régimes	109		
	110		

D) AUTRES RÉGIMES

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice	111		
Description des régimes et autres renseignements		2024	2023
Certains employés de la Municipalité participent à un REER collectif. La Municipalité et les employés contribuent à parts égales à ce régime à raison de 5 % du salaire brut de l'employé.			
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime volontaire d'épargne-retraite	112		
Régime de retraite simplifié	113		
REER	114	21 238	19 620
Autres régimes	115		
	116	21 238	19 620

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

		2024	2023
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	117		
Description du régime		2024	2023
Cotisations des élus au RREM			
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	119		
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	120		
	121		

Note

Renseignements financiers non audités

ANALYSE DES REVENUS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

TAXES		Réalizations 2024	Réalizations 2023
SUR LA VALEUR FONCIÈRE			
Taxes générales			
Taxe foncière générale	1	1 607 700	1 561 265
Taxes spéciales			
Service de la dette	2	146 188	108 913
Activités de fonctionnement	3		
Activités d'investissement	4		
Réserve financière pour le service de l'eau	5		
Réserve financière pour le service de la voirie	6		
Taxes de secteur			
Taxes spéciales			
Service de la dette	7		
Activités de fonctionnement	8		
Activités d'investissement	9		
Autres	10		
	11	1 753 888	1 670 178
SUR UNE AUTRE BASE			
Taxes, compensations et tarification			
Services municipaux			
Eau	12	124 034	128 194
Égout	13		
Traitement des eaux usées	14	78 639	83 683
Matières résiduelles	15	283 600	249 484
Autres			
▪ Aqueduc égoût - rivière	16.1	22 374	22 122
Centres d'urgence 9-1-1	17	7 872	6 712
Service de la dette	18	204 797	195 482
Pouvoir général de taxation	19		
Activités de fonctionnement	20		
Activités d'investissement	21		
	22	721 316	685 677
Taxes d'affaires			
Sur l'ensemble de la valeur locative	23		
Autres	24		
	25		
	26	721 316	685 677
	27	2 475 204	2 355 855

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Réalisations 2024	Réalisations 2023
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES			
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES			
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement	28		
Immeubles de la Société québécoise d'infrastructures	29		
Compensations pour les terres publiques	30		
Immeubles des réseaux			
Santé et services sociaux	31		
Cégeps et universités	32		
Écoles primaires et secondaires	33	55 859	49 254
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux	34		
	35	55 859	49 254
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES			
Taxes sur la valeur foncière	36	13 003	13 476
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	37	4 395	4 369
Taxes d'affaires	38		
	39	17 398	17 845
ORGANISMES MUNICIPAUX			
Taxes sur la valeur foncière	40		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	41		
	42		
AUTRES			
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	43		
Autres	44		
	45		
	46	73 257	67 099

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS			
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT			
Administration générale	47	57 456	12 913
Sécurité publique			
Police	48		
Sécurité incendie			
Premiers répondants	49		
Autres	50		
Sécurité civile	51		
Autres	52	28 818	
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	53	190 666	86 803
Enlèvement de la neige	54	130 201	130 204
Autres	55	107 388	22 116
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	56		
Transport adapté	57		
Transport scolaire	58		
Autres	59		
Transport aérien	60		
Transport par eau	61		
Autres	62		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	63	59 175	
Réseau de distribution de l'eau potable	64	6 709	7 243
Traitement des eaux usées	65	22 445	1 127
Réseaux d'égout	66		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	67		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	68	21 917	10 422
Tri et conditionnement	69	49 746	32 089
Autres	70		
Autres	71		
Cours d'eau	72		
Protection de l'environnement	73		
Autres	74		

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS (suite)			
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT (suite)			
Santé et bien-être			
Habitation			
Logement social	75		3 408 080
Autres	76		
Sécurité du revenu	77		
Autres	78		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	79		
Rénovation urbaine	80		
Promotion et développement économique	81		
Autres	82		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	83	52 986	3 031
Activités culturelles			
Bibliothèques	84		
Autres	85		
Réseau d'électricité	86		
	87	727 507	3 714 028

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

TRANSFERTS (suite)	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT		
Administration générale	88	12 694
Sécurité publique		
Police	89	
Sécurité incendie		
Premiers répondants	90	
Autres	91	
Sécurité civile	92	
Autres	93	
Transport		
Réseau routier		
Voirie municipale	94	496 858
Enlèvement de la neige	95	
Autres	96	
Transport collectif		
Transport en commun		
Transport régulier	97	
Transport adapté	98	
Transport scolaire	99	
Autres	100	
Transport aérien	101	
Transport par eau	102	
Autres	103	103
Hygiène du milieu		
Eau et égout		
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	104	1 823 937
Réseau de distribution de l'eau potable	105	
Traitement des eaux usées	106	86 693
Réseaux d'égout	107	
Matières résiduelles		
Déchets domestiques et assimilés	108	
Matières recyclables		
Collecte sélective		
Collecte et transport	109	
Tri et conditionnement	110	
Autres	111	
Autres	112	
Cours d'eau	113	
Protection de l'environnement	114	
Autres	115	

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS (suite)			
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT (suite)			
Santé et bien-être			
Habitation			
Logement social	116		
Autres	117		
Sécurité du revenu	118		
Autres	119		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	120		
Rénovation urbaine	121		
Promotion et développement économique	122		
Autres	123		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	124	74 028	
Activités culturelles			
Bibliothèques	125		
Autres	126		
Réseau d'électricité	127		
	128	2 494 210	103

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS DE DROIT			
Regroupement municipal et réorganisation municipale	129		
Péréquation	130		
Neutralité	131		
Partage des redevances sur les ressources naturelles	132		
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	133		
Fonds de développement des territoires	134		
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Droits d'immatriculation	135		
Partage de la croissance d'un point de la TVQ	136	72 265	22 953
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC			
du Fonds régions et ruralité - Volet 2	137		
Autres	138		
	139	72 265	22 953
TOTAL DES TRANSFERTS	140	3 293 982	3 737 084

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

	Réalisations 2024	Réalisations 2023
SERVICES RENDUS		
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX		
Administration générale		
Greffé et application de la loi	141	
Évaluation	142	
Autres	143	
	144	
Sécurité publique		
Police	145	
Sécurité incendie		
Premiers répondants	146	
Autres	147	
Sécurité civile	148	
Autres	149	
	150	
Transport		
Réseau routier		
Voirie municipale	151	
Enlèvement de la neige	152	
Autres	153	
Transport collectif	154	
Autres	155	
	156	
Hygiène du milieu		
Eau et égout		
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	157	
Réseau de distribution de l'eau potable	158	
Traitement des eaux usées	159	
Réseaux d'égout	160	
Matières résiduelles		
Déchets domestiques et assimilés	161	
Matières recyclables		
Collecte sélective		
Collecte et transport	162	
Tri et conditionnement	163	
Autres	164	
Autres	165	
Cours d'eau	166	
Protection de l'environnement	167	
Autres	168	
	169	

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Réalisations 2024	Réalisations 2023
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)			
Santé et bien-être			
Habitation			
Logement social	170		
Autres	171		
Autres	172		
	173		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	174		
Rénovation urbaine	175		
Promotion et développement économique	176		
Autres	177		
	178		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	179	15 535	12 915
Activités culturelles			
Bibliothèques	180		
Autres	181		
	182	15 535	12 915
Réseau d'électricité			
	183		
	184	15 535	12 915

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Réalisations 2024	Réalisations 2023
AUTRES SERVICES RENDUS			
Administration générale			
Greffé et application de la loi	185		
Évaluation	186		
Autres	187		
	188		
Sécurité publique			
Police	189		
Sécurité incendie			
Premiers répondants	190		
Autres	191		
Sécurité civile	192		
Autres	193		
	194		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	195		
Enlèvement de la neige	196		
Autres	197	113 150	93 830
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	198		
Transport adapté	199		
Transport scolaire	200		
Autres	201		
Autres	202		
	203	113 150	93 830
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	204		
Réseau de distribution de l'eau potable	205		
Traitement des eaux usées	206		
Réseaux d'égout	207		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	208		
Matières recyclables	209		
Autres	210		
Cours d'eau	211		
Protection de l'environnement	212		
Autres	213	621	1 085
	214	621	1 085

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Réalisations 2024	Réalisations 2023
AUTRES SERVICES RENDUS (suite)			
Santé et bien-être			
Habitation			
Logement social	215		
Autres	216		
Sécurité du revenu	217		
Autres	218		
	219		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	220		
Rénovation urbaine	221		
Promotion et développement économique	222		
Autres	223		
	224		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	225		
Activités culturelles			
Bibliothèques	226		
Autres	227	32 129	30 282
	228	32 129	30 282
Réseau d'électricité			
	229		
	230	145 900	125 197
TOTAL DES SERVICES RENDUS	231	161 435	138 112

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Réalisations 2024	Réalisations 2023
IMPOSITION DE DROITS			
Licences et permis	232	9 553	14 655
Droits de mutation immobilière	233	50 039	61 890
Droits sur les carrières et sablières	234		
Autres	235		
	236	59 592	76 545
AMENDES ET PÉNALITÉS			
	237	3 151	5 009
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE			
	238		
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS			
	239	45 922	102 760
AUTRES REVENUS			
Gain (perte) sur cession d'immobilisations corporelles	240	53 887	39 737
Gain (perte) sur cession d'actifs incorporels achetés	241		
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	242		
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	243		
Contributions des promoteurs	244		
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Taxe sur l'essence	245		
Contributions des organismes municipaux	246		
Autres contributions	247		
Redevances réglementaires	248		
Autres	249	151 356	198 471
	250	205 243	238 208
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION			
	251		

ANALYSE DES CHARGES

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

Non audité	Réalizations 2024			Réalizations 2023	
	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
ADMINISTRATION GÉNÉRALE					
Conseil	1	66 723		66 723	63 745
Greffé et application de la loi	2	467		467	261
Gestion financière et administrative	3	329 964	12 875	342 839	355 806
Évaluation	4	42 544		42 544	42 938
Gestion du personnel	5				
Autres					
▪ Quote-part	6.1	23 774		23 774	20 537
▪ Mauvaises créances	6.2	6 814		6 814	8 753
	7	470 286	12 875	483 161	492 040
SÉCURITÉ PUBLIQUE					
Police	8	134 200		134 200	127 140
Sécurité incendie					
Premiers répondants	9				
Autres	10	149 048	5 025	154 073	136 280
Sécurité civile	11	506		506	1 070
Autres	12				
	13	283 754	5 025	288 779	264 490
TRANSPORT					
Réseau routier					
Voirie municipale	14	583 740	301 390	885 130	641 792
Enlèvement de la neige	15	416 074		416 074	441 538
Éclairage des rues	16	25 527		25 527	21 458
Circulation et stationnement	17	17 007		17 007	14 831
Transport collectif					
Transport en commun	18	5 732		5 732	5 534
Transport aérien	19	4 706		4 706	5 283
Transport par eau	20				
Autres	21				
	22	1 052 786	301 390	1 354 176	1 130 436

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Réalisations 2024			Réalisations 2023
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
HYGIÈNE DU MILIEU					
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	88 835	335 316	424 151	402 252
Réseau de distribution de l'eau potable	24	23 849		23 849	25 574
Traitement des eaux usées	25	87 177	119 745	206 922	183 865
Réseaux d'égout	26	23 191		23 191	14 536
Matières résiduelles					
Déchets domestiques et assimilés					
Collecte et transport	27	142 107		142 107	143 407
Élimination	28	118 677		118 677	112 774
Matières recyclables					
Collecte sélective					
Collecte et transport	29				
Tri et conditionnement	30	23 162		23 162	12 307
Matières organiques					
Collecte et transport	31		883	883	883
Traitement	32				
Matériaux secs	33				
Autres	34				
Plan de gestion	35				
Autres	36				
Cours d'eau	37	10 467		10 467	7 623
Protection de l'environnement	38				
Autres	39	29 627		29 627	27 818
	40	547 092	455 944	1 003 036	931 039
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE					
Habitation					
Logement social	41				3 476 792
Autres	42				
Sécurité du revenu	43				
Autres	44				
	45				3 476 792

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

			Réalisations 2024		Réalisations 2023
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT					
Aménagement, urbanisme et zonage	46	46 816	2 153	48 969	63 858
Rénovation urbaine					
Biens patrimoniaux	47				
Autres biens	48	88 254		88 254	59 598
Promotion et développement économique					
Industries et commerces	49				
Tourisme	50	40 222		40 222	56 018
Autres	51				
Autres	52				
	53	175 292	2 153	177 445	179 474
LOISIRS ET CULTURE					
Activités récréatives					
Centres communautaires	54	7 920	30 535	38 455	43 552
Patinoires intérieures et extérieures	55	14 176		14 176	11 183
Piscines, plages et ports de plaisance	56	7 371		7 371	3 123
Parcs et terrains de jeux	57	232 231		232 231	211 374
Parcs régionaux	58				
Expositions et foires	59				
Autres	60				
	61	261 698	30 535	292 233	269 232
Activités culturelles					
Centres communautaires	62	643		643	1 423
Bibliothèques	63	9 997		9 997	11 092
Patrimoine					
Musées et centres d'exposition	64				
Autres ressources du patrimoine	65				
Autres	66	2 149		2 149	1 733
	67	12 789		12 789	14 248
	68	274 487	30 535	305 022	283 480

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Réalizations 2024		Total	Réalizations 2023
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement		
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	69				
FRAIS DE FINANCEMENT					
Dette à long terme					
Intérêts	70	106 667		106 667	22 915
Autres frais	71				
Autres frais de financement					
Avantages sociaux futurs	72				
Autres	73	198 659		198 659	372 189
	74	305 326		305 326	395 104
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	75				
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET DES ACTIFS INCORPORELS ACHETÉS	76	807 922 (	807 922)		

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2024

Table des matières

Autres renseignements financiers non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles par catégories	2
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations corporelles	3
Analyse de la dette à long terme	4
Endettement total net à long terme	5
Analyse de la charge de quotes-parts	6
Acquisition d'immobilisations corporelles par objets	7
Analyse de la rémunération	8
Analyse des revenus de transfert par sources	9
Frais de financement par activités	10
Rémunération des élus	11

Autres renseignements

Questionnaire	12
---------------	----

Autres renseignements financiers non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Réalisations 2024	Réalisations 2023
Infrastructures			
Conduites d'eau potable	1	208	
Usines de traitement de l'eau potable	2		
Usines et bassins d'épuration	3		
Conduites d'égout	4		
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5		
Chemins, rues, routes et trottoirs	6		471
Ponts, tunnels et viaducs	7		
Systèmes d'éclairage des rues	8		
Aires de stationnement	9		
Parcs et terrains de jeux	10	65 708	
Autres infrastructures	11	17 351	20 674
Réseau d'électricité	12		
Bâtiments			
Édifices administratifs	13		
Édifices communautaires et récréatifs	14	8 320	
Améliorations locatives	15		
Véhicules			
Véhicules de transport en commun	16		
Autres	17	133 334	389 905
Ameublement et équipement de bureau	18		
Machinerie, outillage et équipement divers	19	285 328	22 047
Terrains	20		
Autres	21	559 760	
	22	1 070 009	433 097

ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Réalisations 2024	Réalisations 2023
Infrastructures autres que pour nouveau développement			
Conduites d'eau potable	1	208	
Usines de traitement de l'eau potable	2		
Usines et bassins d'épuration	3		
Conduites d'égout	4		
Autres infrastructures	5	83 059	21 145
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)			
Conduites d'eau potable	6		
Usines de traitement de l'eau potable	7		
Usines et bassins d'épuration	8		
Conduites d'égout	9		
Autres infrastructures	10		
Autres immobilisations corporelles	11	986 742	411 952
	12	1 070 009	433 097

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2				
Réserves financières et fonds réservés	3				
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	443 122	1 179 896	40 416	1 582 602
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	225 637	1 192 183	(95 475)	1 513 295
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	668 759	2 372 079	(55 059)	3 095 897
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	254 041	2 331 921	205 659	2 380 303
Gouvernement du Canada et ses entreprises	10				
Organismes municipaux	11				
Autres tiers	12				
	13	254 041	2 331 921	205 659	2 380 303
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	14				
	15	254 041	2 331 921	205 659	2 380 303
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	16				
Autres	17				
	18	254 041	2 331 921	205 659	2 380 303
	19	922 800	4 704 000	150 600	5 476 200
Dette en cours de refinancement	20 (	)		(	)
Reclassement / Redressement	21				
Dette à long terme	22	922 800	4 704 000	150 600	5 476 200

Note

ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME

AU 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

Administration municipale		
Dette à long terme	1	5 476 200
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	165 264
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dette en cours de refinancement	4	
Autres		
▪	5.1	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé		
Fonds d'amortissement	6	
Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	7	
Débiteurs	8	2 380 303
Autres montants	9	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	10	
Autres		
▪	11.1	
Endettement net à long terme de l'administration municipale	12	3 261 161
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats	13	
Endettement net à long terme	14	3 261 161
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes		
Municipalité régionale de comté	15	542 628
Communauté métropolitaine	16	
Autres organismes	17	
Endettement total net à long terme	18	3 803 789
Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	19	
Moins : Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	20	
	21	
Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	22	3 803 789
Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	23	
Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 22 ci-dessus, et à la ligne 18, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	24	

ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Réalisations 2024	Réalisations 2023
Administration générale			
Greffes et application de la loi	1		
Évaluation	2	36 378	36 824
Autres	3	32 693	29 612
Sécurité publique			
Police	4		
Sécurité incendie	5	998	1 001
Sécurité civile	6		
Autres	7		
Transport			
Réseau routier	8		
Transport collectif	9	4 526	4 352
Autres	10	4 706	5 283
Hygiène du milieu			
Eau et égout	11		
Matières résiduelles	12	46 310	43 817
Cours d'eau	13	3 059	
Protection de l'environnement	14		
Autres	15		
Santé et bien-être			
Habitation	16		
Autres	17		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	18	34 645	48 602
Rénovation urbaine	19	6 003	5 858
Promotion et développement économique	20	34 027	29 927
Autres	21		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	22	21 550	14 306
Activités culturelles	23	2 794	3 156
Réseau d'électricité			
	24		
	25	227 689	222 738

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		2024	2023
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	1 070 009	433 097
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	1 070 009	433 097

ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale							
Cadres et contremaîtres	1	3,00	40,00	5 720,00	254 180	47 686	301 866
Professionnels	2						
Cols blancs	3	2,00	35,00	3 695,00	112 641	21 799	134 440
Cols bleus	4	24,00	40,00	13 398,00	360 747	72 947	433 694
Policiers	5						
Pompiers	6						
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	29,00		22 813,00	727 568	142 432	870 000
Élus	9	7,00			36 156	3 474	39 630
	10	36,00			763 724	145 906	909 630

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	1					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	2	27 868	1 247 902	576 035		1 851 805
Réseau de distribution de l'eau potable	3	6 709				6 709
Traitement des eaux usées	4	7 137	26 008	75 993		109 138
Réseaux d'égout	5					
Autres	6	614 618	552 245	154 467	5 000	1 326 330
	7	656 332	1 826 155	806 495	5 000	3 293 982

FRAIS DE FINANCEMENT PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		2024	2023
Administration générale			
Greffes et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	29 231	57 216
	4	29 231	57 216
Sécurité publique			
Police	5		
Sécurité incendie			
Premiers répondants	6		
Autres	7	2 322	3 035
Sécurité civile	8		
Autres	9		
	10	2 322	3 035
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	11	72 363	421
Enlèvement de la neige	12	32 963	421
Autres	13		107 508
Transport collectif	14		
Autres	15		
	16	105 326	108 350
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	17		
Réseau de distribution de l'eau potable	18	113 616	221 721
Traitement des eaux usées	19	54 831	4 782
Réseaux d'égout	20		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	21		
Matières recyclables	22		
Autres	23		
Cours d'eau	24		
Protection de l'environnement	25		
Autres	26		
	27	168 447	226 503
Santé et bien-être			
Habitation			
Logement social	28		
Autres	29		
Sécurité du revenu	30		
Autres	31		
	32		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	33		
Rénovation urbaine	34		
Promotion et développement économique	35		
Autres	36		
	37		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	38		
Activités culturelles			
Bibliothèques	39		
Autres	40		
	41		
Réseau d'électricité			
	42		
	43	305 326	395 104

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité		Fonction	Reçu de l'organisme municipal		Reçu d'organismes mandataires ou supramunicipaux	
			Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Ginette Caron	1.1	Maire	12 052	6 026	3 982	1 770
Véronique Dionne	1.2	Conseiller	4 017	2 009		
Alexandre Côté	1.3	Conseiller	4 017	2 009		
Denis Dubé	1.4	Conseiller	4 017	2 009		
Jean-Jacques Côté	1.5	Conseiller	4 017	2 009		
Suzanne Marquis	1.6	Conseiller	4 017	2 009		
Catherine Després	1.7	Conseiller	4 017	2 009		

Note

s/o

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

QUESTIONNAIRE **EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

Non audité**OUI NON**

1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre 1 80 000 \$

Les questions 2 à 5 s'appliquent aux MRC et aux municipalités locales seulement

2. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières? 2 ☒ ☐

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024 3 7 593 \$

3. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières? 4 ☒ ☐

4. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille 5 _____ \$

Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement 6 _____ \$

Ligne 3 : Autres revenus 7 _____ \$

Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille 8 _____ \$

Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value 9 _____ \$

Ligne 7 : Autres créances douteuses 10 _____ \$

Ligne 9 : Autres charges 11 _____ \$

Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie 12 _____ \$

Ligne 13 : Placements de portefeuille 13 _____ \$

Ligne 14 : Débiteurs 14 _____ \$

Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement 15 _____ \$

Ligne 16 : Provision pour moins-value 16 _____ \$

Ligne 19 : Créditeurs et charges à payer 17 _____ \$

Ligne 20 : Revenus reportés 18 _____ \$

Ligne 21 : Dette à long terme 19 _____ \$

Ligne 24 : Libres 20 _____ \$

Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts 21 _____ \$

Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts 22 _____ \$

Montant des pardons de prêts constatés 23 _____ \$

Solde cumulatif au début de l'exercice 24 _____ \$

Constatés au cours de l'exercice 25 _____ \$

Solde cumulatif à la fin de l'exercice _____ \$

QUESTIONNAIRE

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

5. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises - Feux de forêt* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille	26	_____	\$
Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement	27	_____	\$
Ligne 3 : Autres revenus	28	_____	\$
Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille	29	_____	\$
Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value	30	_____	\$
Ligne 7 : Autres créances douteuses	31	_____	\$
Ligne 9 : Autres charges	32	_____	\$
Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie	33	_____	\$
Ligne 13 : Placements de portefeuille	34	_____	\$
Ligne 14 : Débiteurs	35	_____	\$
Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	36	_____	\$
Ligne 16 : Provision pour moins-value	37	_____	\$
Ligne 19 : Créditeurs et charges à payer	38	_____	\$
Ligne 20 : Revenus reportés	39	_____	\$
Ligne 21 : Dette à long terme	40	_____	\$
Ligne 24 : Libres	41	_____	\$
Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts	42	_____	\$
Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts	43	_____	\$

Les questions 6 à 15 s'appliquent aux municipalités locales seulement

6. La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant les dispositions suivantes :

- a) le pouvoir d'imposer une contribution pour des fins de parcs et de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels en vertu du 3e paragraphe du 2e alinéa de l'article 117.1 LAU.

44 ☐ ☒ X

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

45 _____ \$

- b) le pouvoir d'imposer des droits de mutation plus élevés à la partie de la valeur des transactions qui excède 500 000 \$ en vertu de l'article 2 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières.

46 ☐ ☒ X

Si oui, indiquer le montant total des droits plus élevés perçu en 2024

47 _____ \$

- c) le pouvoir d'imposer sur son territoire toute taxe municipale en vertu des articles 500.1 à 500.5 LCV (1000.1 à 1000.5 CM).

48 ☐ ☒ X

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

49 _____ \$

Si oui, pour chaque taxe imposée, indiquer l'assiette, le montant de la taxe et le numéro de règlement :

- d) le pouvoir d'imposer toute redevance pour contribuer au financement d'un régime de réglementation en vertu des articles 500.6 à 500.11 LCV (1000.6 à 1000.11 CM).

50 ☐ ☒ X

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

51 _____ \$

Si oui, pour chaque redevance exigée, indiquer l'assiette, le montant de la redevance et le numéro de règlement :

QUESTIONNAIRE

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

- e) le pouvoir d'imposer une taxe basée sur la valeur de tout immeuble comportant un logement vacant ou sous-utilisé à des fins d'habitation en vertu de l'article 500.5.1 LCV (1000.5.1 CM).

52 ☐ ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

53 _____ \$

Si oui, pour chaque taxe imposée, indiquer l'assiette, le montant de la taxe et le numéro de règlement :

7. La municipalité a-t-elle compétence en matière d'évaluation foncière (article 5 LFM)?

54 ☐ ☒

Si oui, a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une MRC, à une autre municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)?

55 ☐ ☐

Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :

8. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu :

- a) du paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

56 ☐ ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

57 _____ \$

- b) du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

58 ☐ ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

59 _____ \$

Si oui, pour chaque contribution perçue, indiquer le montant de la contribution et le numéro de règlement :

9. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?

60 ☒ ☐

Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :

- a) crédits de taxes

61 _____ 363 578 \$

- b) autres formes d'aide

62 _____ \$

10. La municipalité a-t-elle conclu avec toute autre municipalité locale une entente relative au partage de certains revenus en vertu de l'article 95.2 LCM?

63 ☐ ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

64 _____ \$

QUESTIONNAIRE

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

11. La municipalité établit-elle un taux particulier à la catégorie des terrains vagues desservis supérieur au double du taux de base en vertu de l'article 244.49 LFM?
- 65 ☐ ☒
- Si oui, octroie-t-elle un crédit de taxe aux personnes ayant acquis, par succession, la propriété d'un terrain vague desservi ou d'une part indivise de celui-ci en vertu des articles 253.1 à 253.4 LFM?
- 66 ☐ ☐
- Si oui, indiquer le montant total crédité en 2024
- 67 _____ \$
12. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2024
- Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2024
- 68 \$
13. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2024 dans le cadre du *Volet entretien* du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTMD
- 69 _____ 217 001 \$
- Total des frais encourus admissibles au volet Entretien :
- a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)
- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver
 - Dépenses relatives à l'entretien d'été
 - Systèmes de sécurité
 - Chaussées pavées - entretien préventif
 - Chaussées pavées - entretien palliatif
 - Chaussées en gravier - entretien préventif
 - Chaussées en gravier - entretien palliatif
 - Systèmes de drainage
 - Abords de routes
 - Total des dépenses relatives à l'entretien d'été
- 70 _____ 420 788 \$
- 71 _____ 15 410 \$
- 72 _____ 109 156 \$
- 73 _____ 15 410 \$
- 74 _____ 273 531 \$
- 75 _____ 53 936 \$
- 76 _____ 35 957 \$
- 77 _____ 10 274 \$
- 78 _____ 513 674 \$
- b) Dépenses d'investissement
- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver
 - Dépenses relatives à l'entretien d'été
- 79 _____ \$
- 80 _____ \$
- c) Total des frais encourus admissibles
- 81 _____ 934 462 \$
- d) Description des dépenses d'investissement
- Relatives à l'entretien d'hiver :
 - Relatives à l'entretien d'été :
- e) Si le total des frais encourus à la ligne 81 n'atteint pas 90 % du montant de l'aide financière versée en 2024 (ligne 69), veuillez fournir les justifications :
- f) Si le total des dépenses relatives à l'entretien d'été, fonctionnement et investissement (lignes 78 et 80), n'est pas au moins égal au 2/3 de l'aide versée en 2024 (ligne 69), veuillez en fournir les explications :

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :

- a) Numéro de la résolution

8225.01.3.9
- b) Date d'adoption de la résolution

832025-01-14

14. La municipalité a-t-elle adopté un plan de sécurité civile dans lequel sont consignées des mesures de préparation aux sinistres établies conformément aux dispositions du *Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre*?

84

☒

☐

Si oui, indiquer le numéro et la date de la résolution par laquelle le conseil municipal a adopté un plan de sécurité civile conforme aux dispositions de ce règlement :

- a) Numéro de la résolution

8519.11.8.1
- b) Date d'adoption de la résolution

862019-11-12

15. Règlement d'application de la *Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens* (RLRQ, chapitre P-38.002, r.1)

Signalements de blessures infligées par un chien au cours de l'année

- a) Nombre de signalements reçus d'un médecin vétérinaire (art. 2)

87
- b) Nombre de signalements reçus d'un médecin (art. 3)

881

Examens par un médecin vétérinaire, déclarations de chiens potentiellement dangereux et ordonnances à l'égard des propriétaires ou gardiens de chiens, au cours de l'année

- c) Nombre de chiens soumis à l'examen d'un médecin vétérinaire (art. 5)

89
- d) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité qui, après avoir considéré le rapport du médecin vétérinaire ayant examiné le chien et évalué son état et sa dangerosité, est d'avis qu'il constitue un risque pour la santé ou la sécurité publique (art. 8)

90
- e) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité parce qu'il a mordu ou attaqué une personne ou un animal domestique et lui a infligé une blessure (art. 9)

91
- f) Nombre de chiens euthanasiés parce qu'il a mordu ou attaqué une personne et a causé sa mort ou lui a infligé des blessures graves (art. 10)

92
- g) Nombre de chiens euthanasiés puisque, de l'avis de la municipalité, les circonstances le justifiaient (art. 11)

93

Normes relatives à l'encadrement et à la possession des chiens

- h) Nombre de chiens enregistrés auprès de la municipalité, peu importe leur poids (art. 16)

94135
- i) Nombre total de chiens dont le poids est de plus 20 kg, enregistrés auprès de la municipalité (art. 16)

95108
- j) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux enregistrés auprès de la municipalité (art. 16)

96

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Règlement

- k) La municipalité a-t-elle un règlement municipal comprenant des normes plus sévères que celles prévues par le Règlement?

97

☐☒

La question 16 s'applique aux MRC seulement

QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité**OUI****NON**

1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?

1

☐☒

Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».

Si oui, les *Normes comptables pour le secteur public* exigent que l'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec les résultats prévus au budget sur une base consolidée, sauf si les renseignements budgétaires relatifs aux organismes consolidés permettant de constituer un budget consolidé ne sont pas disponibles. Est-ce que l'organisme municipal présente le budget consolidé?

2

☐☐

2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?

3

☐☒

Les questions 3 à 5 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC seulement.

3. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?

4

☐☒

4. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?

5

☐☒

5. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MRNF une entente de délégation de la gestion de certains droits fonciers et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?

6

☐☒

La question 6 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées.

6. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier?

7

☐☒

Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?

8

☐☐

Les questions 7 et 8 s'appliquent aux municipalités avec agglomération seulement.

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

- ☐ J'atteste que le présent rapport financier transmis au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation conformément à la procédure établie par celui-ci, a été déposé au conseil à la date indiquée ci-dessous.
- ☐ Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou du greffier-trésorier transmis de façon électronique au Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par le présent organisme transmetteur.
- ☐ Je consens à la diffusion intégrale par le Ministère du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tel que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le Ministère. Je confirme également détenir les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Date de dépôt au conseil : _____

Nom du signataire : _____

Fonction du signataire : _____

Date de transmission au Ministère : _____

Date et heure de la dernière modification : 2025-03-28 11:16

Sommaire de l'information financière

Exercice terminé le 31 décembre 2024

Ce sommaire de l'information financière est extrait automatiquement du rapport financier déposé au conseil et attesté par le trésorier, sans possibilité de modifications.

SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		2024		2023
		Budget	Réalisations	Réalisations
Revenus				
Fonctionnement	1	3 363 781	3 823 576	6 720 569
Investissement	2		2 494 210	103
	3	3 363 781	6 317 786	6 720 672
Charges	4	3 067 875	3 916 945	7 152 855
Excédent (déficit) lié aux activités	5	295 906	2 400 841	(432 183)
Moins : revenus d'investissement	6 (	)(	2 494 210)(	103)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	7	295 906	(93 369)	(432 286)
Éléments de conciliation à des fins fiscales				
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	8		807 922	762 118
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9			
Remboursement de la dette à long terme	10 (	242 906)(	(55 059))(	178 352)
Affectations				
Activités d'investissement	11 (	251 750)(	68 189)(	18 083)
Excédent (déficit) accumulé	12	198 750	(55 266)	4 237
Autres éléments de conciliation	13		6 723	57 263
	14	(295 906)	746 249	627 183
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	15		652 880	194 897

Extrait du rapport financier, pages S12 et S13

SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE

AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
Actifs financiers			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1	1 698 807	1 841 120
Débiteurs	2	4 248 431	1 746 056
Prêts	3		
Placements de portefeuille	4		
Autres	5		
	6	5 947 238	3 587 176
Passifs			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	7		
Emprunts temporaires	8		4 607 499
Créditeurs et charges à payer	9	486 964	230 317
Revenus reportés	10	496 696	490 395
Dette à long terme	11	5 420 934	922 800
Passif au titre des avantages sociaux futurs	12		
Autres	13		
	14	6 404 594	6 251 011
Actifs financiers nets (dette nette)	15	(457 356)	(2 663 835)
Actifs non financiers			
Immobilisations corporelles	16	16 529 143	16 273 779
Autres	17	48 950	109 952
	18	16 578 093	16 383 731
Excédent (déficit) accumulé	19	16 120 737	13 719 896

Extrait du rapport financier, page S8

DÉTAIL DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ **AU 31 DÉCEMBRE 2024**

		2024	2023
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	1 070 257	744 534
Excédent de fonctionnement affecté			
▪ Ex-village	2.1	20 124	20 124
▪ Petite séduction	2.2	5 753	5 753
▪ Eau	2.3	413 469	245 581
▪ Loisirs	2.4	12 529	12 529
▪ Corrosion	2.5	16 346	16 346
▪ Projet TAPU	2.6	514 733	497 917
▪ Projet Parc Samuel-Côté	2.7	51 000	51 000
▪ Mâchoires de vie	2.8	17 500	8 750
	3	1 051 454	858 000
Réserves financières			
▪	4.1		
Fonds réservés			
Fonds de roulement	5	80 000	80 000
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	6	587 778	2 598
Fonds local d'investissement	7		
Fonds local de solidarité	8		
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	9	8 000	8 000
Autres			
▪ Frais de financement	10.1	55 266	
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	11 (	) (	)
Financement des investissements en cours	12	(165 264)	(3 578 256)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	13	13 433 246	15 605 020
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	14		
	15	16 120 737	13 719 896

Extrait du rapport financier, page S23

SOMMAIRE DE L'ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024
Endettement net à long terme de l'administration municipale	1	3 261 161
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	2	3 803 789
<i>Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S25</i>		

SOMMAIRE DE L'ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
Dette à long terme à la charge de l'organisme municipal			
Emprunts refinancés par anticipation	3		
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette	4		
Montant à la charge de l'ensemble des contribuables	5	1 513 295	225 637
Montant à la charge d'une partie des contribuables	6	1 582 602	443 122
Dette à long terme à la charge des tiers			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	7	2 380 303	254 041
Gouvernement du Canada et ses entreprises	8		
Autres	9		
Dette en cours de refinancement / Reclassement / Redressement	10		
	11	5 476 200	922 800

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S37

SOMMAIRE DES REVENUS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
		Budget	Réalisations
Fonctionnement			
Taxes	12	2 435 531	2 475 204
Compensations tenant lieu de taxes	13	71 500	73 257
Quotes-parts	14		
Transferts	15	493 047	799 772
Services rendus	16	156 600	161 435
Imposition de droits, amendes et pénalités, revenus de placements de portefeuille	17	49 334	62 743
Autres	18	157 769	251 165
	19	3 363 781	3 823 576
Investissement			
Taxes	20		
Quotes-parts	21		
Transferts	22		2 494 210
Autres	23		103
	24		2 494 210
	25	3 363 781	6 317 786

Extrait du rapport financier, page S12

SOMMAIRE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Réalizations 2024			Réalizations 2023
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
Administration générale	1	470 286	12 875	483 161	492 040
Sécurité publique					
Police	2	134 200		134 200	127 140
Sécurité incendie	3	149 048	5 025	154 073	136 280
Autres	4	506		506	1 070
Transport					
Réseau routier	5	1 042 348	301 390	1 343 738	1 119 619
Transport collectif	6	10 438		10 438	10 817
Autres	7				
Hygiène du milieu					
Eau et égout	8	223 052	455 061	678 113	626 227
Matières résiduelles	9	283 946	883	284 829	269 371
Autres	10	40 094		40 094	35 441
Santé et bien-être	11				3 476 792
Aménagement, urbanisme et développement					
Aménagement, urbanisme et zonage	12	46 816	2 153	48 969	63 858
Promotion et développement économique	13	40 222		40 222	56 018
Autres	14	88 254		88 254	59 598
Loisirs et culture	15	274 487	30 535	305 022	283 480
Réseau d'électricité	16				
Frais de financement	17	305 326		305 326	395 104
Effet net des opérations de restructuration	18				
	19	3 109 023	807 922	3 916 945	7 152 855
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	20	807 922 (	807 922)		
	21	3 916 945		3 916 945	7 152 855

Extrait du rapport financier, page S28

SOMMAIRE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
		Réalisations	Réalisations
Revenus d'investissement	1	2 494 210	103
Éléments de conciliation à des fins fiscales			
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés - Acquisition	2 (	1 070 009)(	433 097)
Autres investissements - Émission ou acquisition	3 (	)	)
Financement à long terme des activités d'investissement	4	2 372 079	
Affectations			
Activités de fonctionnement	5	68 189	18 083
Excédent accumulé	6	136 301	73 640
	7	1 506 560	(341 374)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	8	4 000 770	(341 271)

Extrait du rapport financier, page S14